

# JOURNAL

HEBDOMADAIRE DE LA DIETE

PAR M<sup>r</sup>: DE V.

---

N<sup>o</sup>: XXII.

M A R S 1789.

*Dimanche 5.*

*Séance du Lundi*

IL y fut décidé que les compagnies de Cavallerie Lithuaniennes ne seroient que de 100. hommes chacune, ce qui fait pour cette Province 3200. tandis que les 96. Compagnie de la Couronne sont 14,400. Hommes, dans lequel nombre ne sont point compris les pulks de Cavallerie tant Polonois, que Lithuanois, & Tartares, non plus que les Kozaks entretenus par des seigneurs particuliers & dont le seul Grand maître d'Artillerie Potocki entretient plus de 1200.

Les Etats déciderent dans la même séance qu'il seroit publié des universaux a l'Effet de faire connoître a tous les seigneurs, que l'esprit de la Loi des deux vingtièmes, étoit que cet impost ne porta en aucune maniere sur les Paysans. Quelques nonces auroient voulu que l'on désignat tout de suite un tri-

A

bunal pour juger des plaintes des payfans sur quoi nous observerons 1. Que les payfans Polonois ne sont point assés éclairés pour pouvoir en aucune maniere juger de l'etendue de leurs droits, d'où il arrive que lorsqu'ils ont celui de se plaindre de leurs seigneurs il deviennent aussitôt dupes d'une foule de gens de loix en sous ordre qui leurs persuadent ce qu'ils veulent & se nourrissent de leur substance, ainsi qu'on le voit dans les Starosties. 2. Nous observerons que les élans de l'Humanité, & les principes de la philosophie, ne peuvent point être immédiatement transformés en maximes d'administration & qu'au contraire il y avoit beaucoup de danger à cette trans substantiation lorsqu'elle étoit faite à la hâte & sans une préparation convenable, ainsi qu'on le voit dans un état voisin du nôtre. 3. Nous rappellerons un mot du feu Roi de Prusse qui disoit que s'il vouloit punir quelque province il la feroit gouverner par des philosophes. Enfin nous conclurons par dire que les états ont fait en faveur des payfans apeuprès tout ce que le tems & les circonstances permettoient de faire.

*Séance du Mardi.*

Le députation des affaires étrangères, y fit connoître aux états, qu'elle avoit reçu de la cour de Berlin une note en réponse à celle où les Etats demandoient les bons offices de cette cour auprès de celle de Pétersbourg pour en obtenir l'évacuation de ses troupes, nous la placerons ici dans son entier.

## N O T E

Mr. le Prince Czartoryski, Envoyé extraordinaire & Ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi & de la République de Pologne, nous ayant remis une Note en date du 2 de Mars, pour demander l'intervention du Roi auprès de la Cour de Russie, pour l'évacuation entière du territoire de sa République, par les troupes Russes, & nous ayant aussi communiqué la réponse, que les Etats de la République ont fait remettre pour le même but à M. le Comte de Stackelberg Ambassadeur de Russie en Pologne en date du 10. de Mars, nous n'avons pas manqué, de mettre ces deux Notes sous les yeux du Roi. S. M. nous a chargés, de témoigner *la-dessus* en réponse à Mr. le P. Czartoryski qu'Elle recevoit cette réquisition & communication respective, que les Etats de la S. République de Pologne venoient de lui faire, comme une nouvelle marque très agréable, de leur confiance dans son amitié, qu'Elle croyoit ne pouvoir mieux répondre à cette confiance, qu'en Les assurant, qu'Elle persistoit invariablement dans les principes qu'Elle avoit fait manifester à l'égard de la neutralité du territoire de la Pologne, tant à la S. République qu'à la Cour Imp: de Russie, par la Note qui a été livrée en date du 6. de Décembre à Mr. le Comte de Nesselrode, & comme les Etats de la S. République de Pologne ont proposé par la Note donnée le 10. de Mars à M. le Comte de Stackelberg, de nouvelles modifications, sur la manière de laisser subsister les magasins de la Cour de

Russie dans le territoire de la République, sans déroger à sa neutralité. S. M. se flatte de l'espérance, que S. M. l'Impl: de Russie, selon ses principes connus d'équité & de générosité recevra favorablement les représentations reiterées d'une République amie & alliée de son Empire & qui est fort intéressée à maintenir la plus exacte neutralité dans une guerre, telle que la présente. S. M. se fera aussi une agréable devoir, de continuer à coopérer au désir de la S. République de Pologne à l'égard de cet objet par ses bons Offices & par tout ce qui dépendra d'elle, pour assurer au Royaume de Pologne les avantages de sa neutralité & de son indépendance. Nous requerons, M. le P. Czartoryski, de faire part aux Etats de la S. République de Pologne, de ces sentimens du Roi, & de son amitié sincère & invariable pour l'ilustre Nation Polonoise. Berlin le 25. Mars 1789.

La Note du 6. Dec: délivrée à M. de Nesselrode & dont il est question ici, prouve que S. M. Prussienne a avoit pas attendu les instances de la République pour s'intéresser à sa neutralité, & à l'inviolation de son territoire; Et l'on peut même dire que le contenu de la Note du 6. qui avoit percé dans le public a engagé les états à la demande des bons offices.

Dans la séance du samedi les Etats déclinerent des espèces d'assemblées provinciales à l'effet de s'informer des rentes de chaque particulier. Ensuite S. M. appella à elle son Ministere & limita, c'est à dire suspendit la dette jusqu'au premier jeudi après Pâque.

